

## Demande d'obtention de l'exemption relative aux propriétés familiales

L'exemption relative aux propriétés familiales de Philadelphie permet aux propriétaires de réaliser des économies sur leur taxe foncière.

Pour être éligible, vous devez être propriétaire du bien et y vivre en tant que résidence principale. Il n'existe aucune exigence en terme d'âge ou de revenu. Vous n'aurez à déposer un dossier qu'une seule fois, qui restera valable tant que votre titre de propriété n'est pas modifié.

La date limite de dépôt des dossiers éligibles à l'exemption relative aux propriétés familiales est le **1er décembre** de chaque année. Les demandeurs précoces sont invités à déposer leur demande avant le 1er octobre pour voir apparaître l'approbation de la demande sur leur prochain avis de taxe foncière. Les déposants dont les dossiers sont approuvés après cette date recevront un nouvel avis de taxe foncière. Si vous avez des questions sur l'exemption relative aux propriétés familiales, vous pouvez appeler la ligne d'assistance dédiée au numéro suivant : **+1 (215) 686-9200**.

Informations sur le déposant	Pour gagner du temps, faites votre demande en ligne.
Nom du propriétaire n° 1	Cherchez votre adresse dans la rubrique
Numéro de sécurité social du propriétaire n° 1 (facultatif)	Foncier du site tax-services.phila.gov
Nom du propriétaire n° 2	<ul> <li>Indiquez le nom ou les noms du ou des propriétaires tels qu'ils figurent sur l'acte de propriété.</li> </ul>
Numéro de sécurité social du propriétaire n° 2 (facultatif)	• •
Adresse du bien immobilier	<ul> <li>La demande doit être signée par l'un des propriétaires résidant dans le bien. Les autres propriétaires ne sont pas tenus de signer.</li> </ul>
Numéro de compte du Bureau de l'évaluation foncière (OPA pour l'acronyme anglais)	Communiquez votre adresse de contact si celle-ci est différente de l'adresse du
Adresse postale (si différente)	bien pour lequel vous demandez l'exemption relative aux propriétés
Numéro de téléphone	Les formulaires complétés doivent être adressés à :
	Philadelphia Department of Revenue
Adresse électronique	PO Box 52817 — Philadelphia, PA 19115
2 Informations sur le bien	
Ce bien constitue-t-il votre résidence principale ?	OUI NON
La résidence principale est votre lieu d'habitation permanent jusqu'à un éventuel démén que nous vous demandions un justificatif concernant votre résidence principale, tel que	
Déclarez-vous un autre bien en tant que résidence principale ?	OUI NON
L'exemption relative aux propriétés familiales ne peut être demandée qu'une seule fois a Le bien en question ne pourra pas être déclaré comme résidence principale si : vous déci vous recevez déjà un abattement fiscal, vous bénéficiez déjà du programme LOOP (Long au titre des propriétés familiales.	larez une autre habitation comme résidence principale,
Le bien fait-il partie d'une coopérative d'habitation au sein de laquell des impôts est payée collectivement ?	e tout ou partie OUI NON
Si vous habitez un lot au sein d'une coopérative d'habitation et que vous payez l'ensemble taxes foncières collectivement par l'intermédiaire d'un gestionnaire ou d'une association, individuellement, cochez OUI. Si vous avez répondu OUI, veuillez indiquer le pourcentage	, au lieu de les verser de propriété %
Une partie du bien en question est-elle destinée à un usage commerc	ial ou locatif ? OUI NON
Cochez OUI si le bien pour lequel vous demandez l'exemption relative aux propriétés fan un usage commercial ou d'investissement locatif par exemple. Veuillez indiquer quelle pribien est utilisée à cette fin.	
Avez-vous acquis ce bien après le 1er Décembre ?	OUI 🗌 NON 🗌
Les nouveaux acquéreurs ayant acheté leur résidence principale en décembre peuvent ê inclure tout justificatif utile, telle que la copie du relevé de règlement de la vente ou de vo Ne nous adressez pas les originaux.	
3 Signature	
Signature : Date :	
En signant la présente demande, je certifie que je suis le propriétaire de la résidence habilitée à procéder aux vérifications nécessaires en vertu des informations commu	

fournis ci-dessus sont exacts. Toute personne présentant sciemment une demande falsifiée à tout égard significatif est passible du paiement des impôts dûs, majorés des intérêts et des pénalités correspondantes, ainsi que de poursuites en justice pour délit de

troisième degré et d'une amende jusqu'à 2 500 \$.